



Paris, le 05 février 2021.

M. le Président,

Même si chacun.e d'entre nous souhaite le contraire, en ce début d'année, l'analyse objective de la situation, au niveau international comme au niveau national, laisse présager la poursuite de la crise sanitaire tout au long de cette année 2021.

Et malheureusement, la remontée de l'épidémie que l'on constate dans le monde entier, y compris dans des pays jusqu'alors relativement épargnés peut nous faire craindre des mois difficiles. En Europe, cette remontée est générale. Les causes en sont certainement multiples. Parmi elles, l'apparition de nouvelles souches du virus, beaucoup plus contagieuses qui risquent de s'étendre rapidement et de saturer brutalement le système de santé. Mais il faut aussi y ajouter l'inefficacité croissante des politiques publiques en particulier en France. Après le scandale des masques, après le scandale des tests voici celui de la gestion catastrophique de la campagne de vaccination, alors que la situation sociale et sanitaire est dramatique pour des millions de personnes.

Après un an de crise, ce gouvernement n'a tiré aucun enseignement des politiques successives qui ont cassé, sacrifié le Service public sur l'autel de la rigueur budgétaire et de l'ouverture à la concurrence. La loi de Finance 2021 en est l'ultime exemple. Il reste aveugle et sourd à la réalité de ces millions de femmes et d'hommes qui sont tombés non pas simplement dans la précarité mais véritablement dans la pauvreté. Mais a priori ce n'est pas la crise pour tout le monde. En effet, le dernier rapport de l'ONG Oxfam du 25 janvier est sans appel : malgré la crise sanitaire, économique et sociale, les 10 plus grosses fortunes ont continué et continuent à s'enrichir.

Ce gouvernement, malgré cette crise sans précédent, continue sa politique de destruction des services publics, en particulier le nôtre avec le refus même de toute pause dans les « contre réformes » engagées. C'est donc 2000 emplois supprimés et la mise en place à marche forcée d'un réseau d'éloignement tant pour les agents et agents que pour les usagers. Cette situation est non seulement source de stress et d'angoisses pour les collègues mais également de détérioration collective de nos conditions de travail et de difficultés désormais abyssales pour l'exercice de nos missions de service public. De plus, cette année encore les 411.485 heures écrêtées démontrent l'importance des charges de travail, le manque de personnel et l'engagement des agents et des agentes.

Et pour les remercier que faites-vous ? Rien ! Ah si, la Direction Générale, recrute 250 contractuel.les pour s'occuper du Fonds National de Solidarité avec une formation low-cost. L'adaptation perpétuelle des personnels de la DGFIP, leur disponibilité, leur haute estime de leur mission de service public sont largement reconnues, ces annonces décrédibilisent leur travail, banalisent leur technicité, une fois encore, une dernière fois nous l'espérons !

Concernant l'ordre du jour de ce CTL :

Concernant la fiche sur les ponts naturels 2021

Comme chaque année, vous nous proposez de voter sur des congés imposés, nommés par la direction « Ponts naturels » pour tenter de nous faire oublier qu'ils ne sont pas choisis par les collègues. Solidaires finances Publiques, comme les années précédentes, refuse que les fermetures de services soient financées par les agent.es et demande donc que la direction accorde 2 jours d'autorisation d'absence aux agent.es. Si les ponts sont « naturels », ils doivent « naturellement » être des jours offerts. Nous demandons donc, une fois encore, qu'il y ait une journée exceptionnelle du DRFiP 75 pour remercier, par des actes et pas seulement des mots, le travail exceptionnel accompli par les agent.es des Finances Publiques ces derniers mois.

Concernant la fiche sur le bilan des entretiens professionnels 2020

Comme chaque année nous examinons le bilan de la campagne d'entretien professionnel en Comité Technique Local. En 2020, la campagne d'entretien qui devait se terminer le 16 mars a, elle aussi, été confinée et c'est le 31 juillet qu'elle a pu se clôturer !

Nous nous félicitons des documents que vous nous avez transmis avec un satisfecit particulier pour les statistiques genrées que nous réclamions depuis fort longtemps et que nous aimerions voir figurer dans tous vos documents. Il manque cependant, selon nous, un ou deux éléments importants mais nous y reviendrons dans la discussion ultérieure.

Nous tenons à rappeler que Solidaires Finances Publiques revendique plus que jamais l'organisation d'un entretien collectif en lieu et place des entretiens individuels où, malheureusement, évalué et évaluateur ne sont pas placés en position d'égalité. En effet un dialogue sur les objectifs et la réalisation des missions est stérile et inutile puisque ni l'un ni l'autre n'ont la main sur les charges et les moyens pour les accomplir.

Nous demandons également que dans la procédure du recours contre le CREP, l'étape du recours hiérarchique soit supprimée. Même la Direction Générale doit trouver ceci chronophage et inutile puisqu'il y a quelques années une demande avait été faite auprès de la Fonction publique pour expérimenter l'abandon de ce stade de la procédure. Demande restée lettre morte....

Enfin nous voyons bien que l'exercice de l'entretien d'évaluation prend et prendra dans les prochaines années encore plus d'importance puisque d'un côté la Direction Générale n'a pas renoncé à mettre en place le RIFSEEP et qu'en parallèle les

nouvelles modalités de sélection des tableaux d'avancements vont exclure de fait un grand nombre de collègues qui n'auront pas rempli les conditions en termes de tableau synoptique.

Enfin pour terminer, comment ne pas attirer votre attention sur les conditions futures d'évaluation pour la gestion 2020. Un grand nombre de collègues en ASA, télétravail total ou partiel va avoir une évaluation quelque peu tronquée, nous vous demandons d'être extrêmement attentifs à leurs évaluations. Mais nous reviendrons plus en détail sur tous ces éléments dans le cadre de ce Comité Technique Local.

Concernant la fiche sur le bilan 2020 des paiements de proximité en numéraire et par carte bancaire auprès des buralistes :

En préalable, nous regrettons qu'aucun membre de la FDJ ou aucun buraliste de Paris, ne soit présent à ce CTL comme « expert de la direction », puisque désormais ce sont eux sur ce sujet nos principaux interlocuteurs.

Les réformes à la DGFIP ont toujours été conduites au nom d'une prétendue « adaptation nécessaire » au nom d'une pseudo simplification, voire au nom de la modernité. Concernant le paiement de proximité, vous considérez que pouvoir payer chez les buralistes est une vraie réponse de service public compte tenu de leur implantation et de leurs horaires d'ouverture. Vous le savez, nous ne sommes pas d'accord avec cette idée et pour nous il s'agit purement et simplement d'une privatisation, d'un abandon d'une de nos missions centrales.

Au vu de votre fiche, nous avons quelques questions et demandes :

- Concernant les 4 caisses résiduelles sur Paris : pouvez-vous nous donner les montants encaissés en numéraire en 2020 pour chacune d'entre elles ? Et pouvez-vous nous donner également les chiffres de 2019 ?
- Y a-t-il eu sur Paris des problèmes techniques comme des mauvais encodages de datamatrix ou des problèmes par rapports à des paiements fractionnés ?
- Concernant le paiement fractionné, combien y en a-t-il eu ?

Concernant la fiche sur le Fond de Solidarité :

Tout d'abord nous nous félicitons que la direction ait accédé à notre demande de mise à l'ordre du jour de ce point.

Cela fait presque un an que la direction parisienne est alertée tant par nos soins en CTL que directement par les agent-es et chef-fes de service, de la colossale charge de travail que représentent ces demandes de FDS. Charge de travail sans cesse renouvelée et accrue par une machine à gaz de plus en plus complexe et des annonces gouvernementales décousues .

Tous les services contribuent à cette chaîne de travail :

- Les accueils physiques, quelles que soient leurs attributions théoriques, notamment SIP, qui reçoivent des usagers souvent déboussolés.
- Les SIP qui ont créé massivement des comptes particuliers en ligne avec des usagers souvent sous tension, et transmettent au mieux des demandes parfois confuses ou obscures.
- Les PCRPs qui ont souvent renforcé les accueils et rendez-vous téléphoniques des SIP au plus fort de la mise en place du dispositif FDS.
- Les SIE, bien sûr, qui ont pris de plein fouet des milliers de demandes urgentes arrivant de toute part (e-contacts, balafus, téléphone, accueil physique), sans cadrage, voire au début sans la moindre consigne, et qui ont en plus eu à traiter les FDS en octobre alors qu'on vous avait prévenus de leurs très grandes difficultés.
- Les BDV qui assurent un contrôle a priori essentiel qui prend une importance considérable dans des conditions problématiques notamment d'isolement en raison du télétravail
- Les agent.es des services de direction, embourbés dans des circuits nébuleux, qui tâchent de soutenir au mieux les services, témoins de la détresse des agent.es au contact direct des usagers.

Nous le réaffirmons avec force : il est devenu impératif de clarifier les missions et l'organisation du travail et de prendre en compte leurs conséquences sur la dégradation des conditions de travail des agent-es, certes au travail mais désormais aussi chez elles et chez eux en télétravail.

Solidaires Finances Publiques vous alerte depuis plusieurs mois sur la situation des agentes et agents des SIE qui sont au bord du syndrome d'épuisement professionnel. Les changements récurrents concernant les FDS, l'indisponibilité chronique des applications, en tête E-contact, les usagers parfois en larmes ou irascibles, ne comprenant pas pourquoi ils/elles ne sont plus éligibles, dégradent sans fin un positionnement professionnel désormais intenable.

Pour les collègues de BDV, c'est l'exaspération. Alors qu'il avait été annoncé dans un premier temps qu'il n'y aurait pas d'objectif CF en 2020, volte face à l'automne : la moitié du programme 2020 devait être rendu et le programme 2021 engagé!!

En décembre 2020, 1 décharge d'affaire est finalement promise pour 2021 et en janvier les FDS deviennent soi-disant la priorité.

Mais la plupart des chef.fes de brigades ne croient plus en vos promesses, et poussent au lancement de nouvelles affaires « comme d'habitude ». Il n'y a donc dans les faits pas de priorités, ni de consignes claires données, accentuant ainsi le désarroi des collègues

Le constat est sans appel, beaucoup de nos collègues ont le sentiment d'être abandonnées, seul.es face aux usagers quand ce n'est pas seul.es chez eux.

Pour améliorer la qualité du Service Public et les conditions de travail des collègues, Solidaires Finances Publiques demande :

- de reconnaître l'impact sur tous les services de ce FDS
- de prioriser les tâches
- d'affecter les demandes de FDS au fil de l'eau pour éviter les retards à la source qui génèrent des doublons et des autres questions
- d'apporter le soutien nécessaire aux SIE et aux services de direction
- de lancer les contrôles de 3^e niveau, les procédures de reversement des trop perçus, les signalements au procureur
- la création d'un espace sur Ulysse Paris où figureraient :
 - les informations sur l'organisation interne de la DRFIP : quel service fait quoi avec les courriels à utiliser pour les questions, les signalements, les levées de filtres, ...
 - les circuits et les modes opératoires pour les demandes « papier »,
 - les circuits et les formulaires ou tableaux à utiliser pour les questions, les levées de filtres, les signalements...
 - les fichiers des SIREN frauduleux,
 - un tableau avec les codes SAGES de chaque SIE, SIP et brigades, régulièrement mis à jour, pour les transferts de messages de leur compétence dans E-contact .
- Une communication externe dans les médias locaux sur les enjeux des contrôles accrus et sur les conséquences graves à harceler ou menacer des fonctionnaires des Finances Publiques

Les élu.es de Solidaires Finances Publiques et les expert.es reviendront plus précisément sur tous les points à l'ordre du jour de ce Comité Technique Local.